

L'économie des télécoms en France

Deuxième étude pour la Fédération Française des Télécoms

2012

Pour favoriser la croissance et l'emploi du secteur télécom, la France et l'Europe doivent mettre en œuvre une politique industrielle ambitieuse et cohérente

1 Le secteur des télécoms est au cœur de la société et l'économie

- Les services télécoms sont devenus **essentiels pour les français** et constituent une **priorité pour les investisseurs et les élus**
- Ils représentent **moins de 3% des dépenses totales des ménages français, malgré l'explosion des usages**
- Les opérateurs télécoms représentent plus de **128 000 emplois directs** localisés en France et génèrent plus de 170 000 emplois indirects
- Les opérateurs télécoms ont injecté **204 milliards d'euros dans l'économie française** entre 2006 et 2011

2 Les télécoms sont les principaux moteurs du développement des filières numériques de communication

- **Les opérateurs télécoms sont les principaux contributeurs de l'écosystème numérique de communication en France** : 64% des revenus, 77% de l'emploi, 88% des impôts et taxes (hors TVA) et 92% des investissements
- Ils sont les acteurs clés de l'innovation dans les nouvelles filières numériques d'avenir : cloud, NFC...
- Les opérateurs télécoms contribuent à la relance en France : leurs investissements dans le très haut débit pourraient générer plus d'**1 point de PIB supplémentaire**

3 La performance des opérateurs télécoms se dégrade sous l'effet de fortes pressions

- **La décroissance des revenus des opérateurs télécoms français s'aggrave depuis 2012** : baisse de 2% entre 2010 et 2011 et baisse prévue de 9% d'ici 2014
- La **rentabilité dégagée par les opérateurs télécoms s'affaiblit** : -4,6 points de marge d'EBITDA entre 2008 et le premier semestre 2012; cette baisse devrait se poursuivre (-4 points d'ici 2014)
- Cette baisse de performance s'explique par 3 facteurs :
 - **Sur-réglementation** : -15 Mds€ sur les revenus mobiles liés à la baisse des prix des terminaisons d'appel et d'itinérance
 - **Sur-fiscalité** : 1,2 Mds€ de sur-fiscalité spécifique payés par les opérateurs chaque année
 - **Concurrence accrue** : tarifs français parmi les plus bas, essor du low-cost, concurrence des géants mondiaux de l'internet (OTT)...
- Cette perte de vitesse a un impact sur la valorisation du secteur, le plaçant sous la menace d'investisseurs étrangers

4 3 priorités pour une politique industrielle des télécoms ambitieuse et cohérente

- Assurer un cadre réglementaire et fiscal incitatif à la **poursuite des investissements**
- Etablir une **équité fiscale et réglementaire** entre tous les acteurs de l'écosystème, en particulier vis-à-vis des géants mondiaux de l'internet
- Soutenir et promouvoir les **filières numériques de communication** autour des opérateurs télécoms

1 Le secteur des télécoms est au cœur de la société et l'économie

a. Des services essentiels pour les Français, les investisseurs et les élus

Plus de **85%** de la population équipée en terminaux mobiles

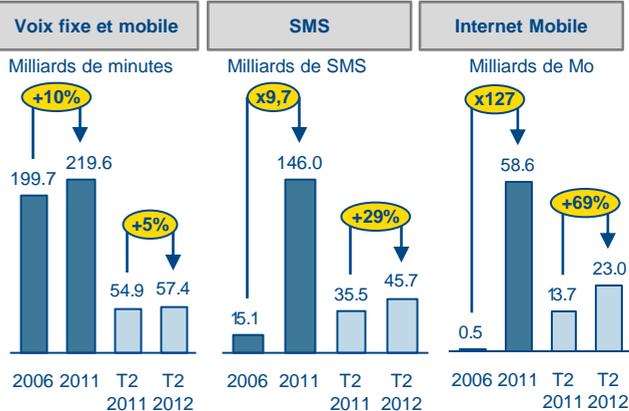
Plus de **3/4** des Français se connectent à Internet

99% des Français ne seraient pas prêts à réduire leurs dépenses télécoms pour faire des économies

1^{er} critère d'attractivité des métropoles françaises pour les investisseurs étrangers⁽¹⁾

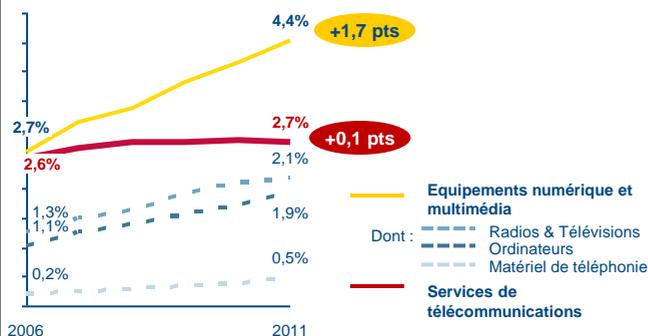
Le haut débit fixe, **1^{ère} priorité** d'équipement pour les maires des communes rurales

b. Des usages télécoms en croissance continue



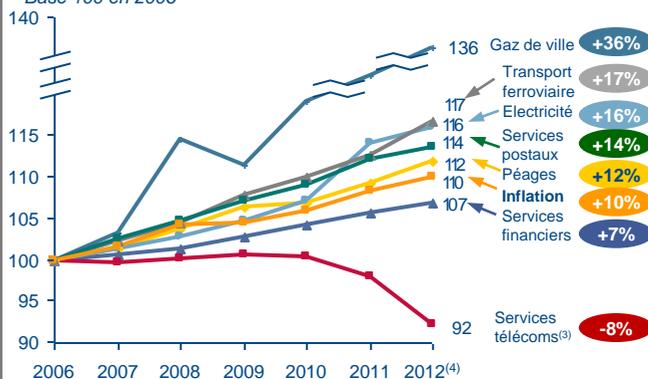
c. Moins de 3% des dépenses des ménages

Evolution des dépenses des ménages⁽²⁾, en Mds€ constants Base 100 en 2006



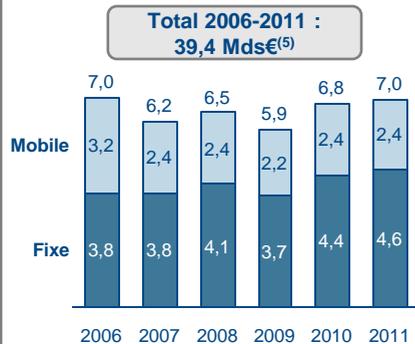
d. Un secteur fortement contributeur au pouvoir d'achat des français

Indice des prix des services des ménages français Base 100 en 2006



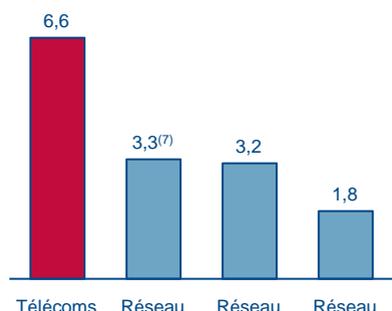
e. 39Mds€ investis dans les réseaux télécoms en 6 ans

Investissements des opérateurs télécoms en France entre 2006 et 2011, en Mds€



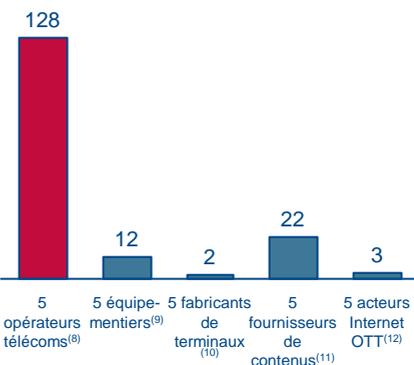
f. Les télécoms, principaux investisseurs privés dans les réseaux d'infrastructure

Moyenne annuelle sur 6 ans, 2006-2011, en milliards d'euros⁽⁶⁾



g. 128 000 emplois directs localisés en France en 2011

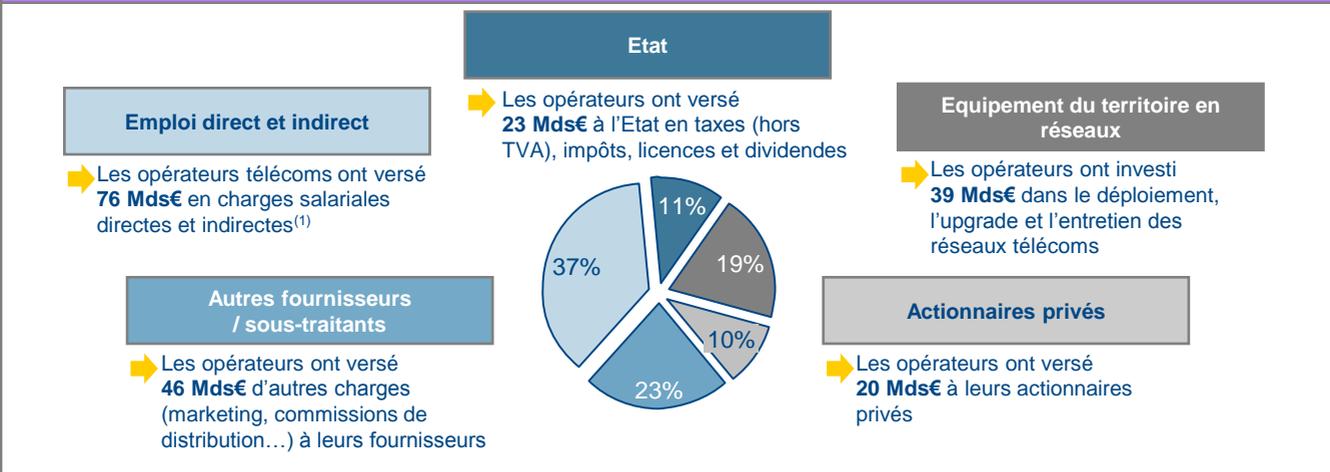
Emplois localisés en France, en milliers



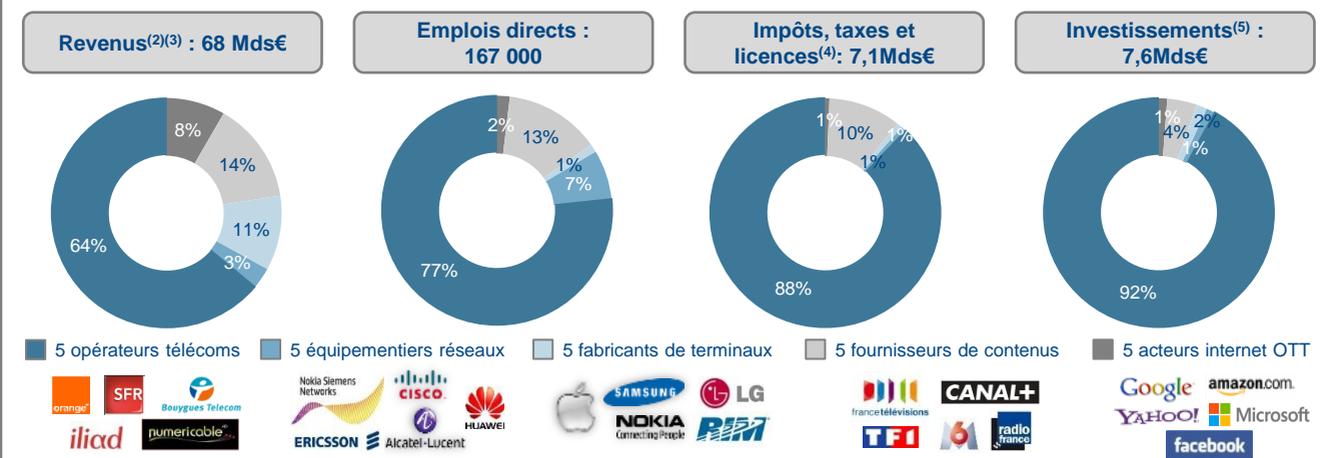
Notes : (1) question posée à des investisseurs étrangers : « sur quels leviers les métropoles françaises doivent-elles s'appuyer pour développer leur compétitivité au niveau européen? » ; (2) dépenses finales des ménages, excluant les transferts sociaux ; (3) fixes et mobiles ; (4) moyenne sur les 6 premiers mois de l'année sauf pour les péages (augmentation au 1^{er} février 2012) ; (5) hors fréquences mobiles ; (6) Télécoms : France Télécom, SFR, Bouygues Telecom, Iliad ; Electricité : RTE et ERDF ; Réseau Ferré de France : statut d'EPIC ; Autoroutes : ASFA (Sanef, SAPN, ASF, APRR....) ; (7) Moyenne sur 5 ans (2007-2011) ; Données 2010 si 2011 non disponible ; (8) France Télécom, SFR, Bouygues Telecom, Iliad, Numéricable ; (9) Alcatel, NSN, Cisco, Ericsson, Huawei ; (10) Samsung, Apple, Nokia, LG, RIM ; (11) France Télévisions, Canal +, TF1, M6, Radio France ; (12) Google, Facebook, Yahoo, Microsoft, Amazon

Sources : a) CREDOC, OCDE, CSA, Baromètre de l'attractivité du territoire (Ernst & Young), Association des Maires Ruraux de France ; b) ARCEP ; c) INSEE ; d) INSEE, Ministère des Transports ; e) ARCEP ; f) ARCEP, ASFA, RFF, ERDF, RTE ; g) Diane, analyse Arthur D. Little

h. Les opérateurs télécoms ont injecté 204 Mds€ dans l'économie française entre 2006 et 2011



i. Revenus, emplois, impôts-taxes et investissements 2011 en France de 5 acteurs de chaque catégorie



2 Les télécoms sont les principaux moteurs du développement des filières numériques de communication

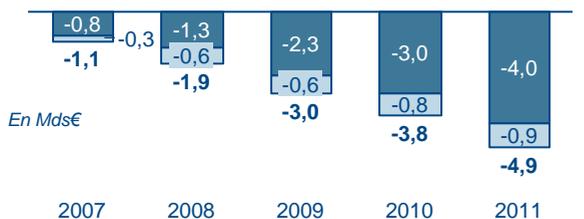


Notes : (1) Incluant salaires et charges; (2) CA déclaré en France ou paru dans la presse, pour Apple estimation basée sur les ventes annoncées en France; (3) Données redressées pour prendre en compte le CA effectif estimé des acteurs internationaux en France; (4) Impôt sur les sociétés et impôts, taxes et versements assimilés (hors TVA), licences et fiscalité spécifique; (5) Hors licences des opérateurs; si donnée France non disponible estimation au pro rata de l'emploi en France; (6) conclusion d'une étude Ericsson portant sur les pays de l'OCDE; (7) selon une étude Capital Economics réalisée sur le marché britannique, investir ~5Mds€ dans la 4G permet de créer 0,37 points de PIB

Sources : h) ARCEP, Diane, opérateurs; i) Diane, opérateurs; a) opérateurs; b) Capital Economics, étude Ericsson / Arthur D. Little; analyse Arthur D. Little

3 La performance des opérateurs télécoms se dégrade sous l'effet de fortes pressions

a. Impact de la réglementation sur les revenus des opérateurs mobiles en France

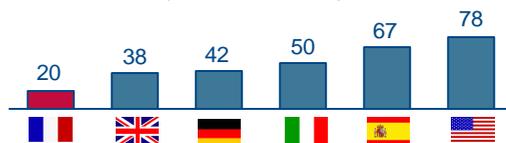


Total 2007-2011 : ~14,7 Mds€

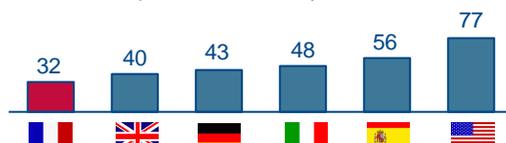
- Impact de la baisse des prix des terminaisons d'appel
- Impact de la baisse des tarifs de roaming

b. Impact de la concurrence sur les prix des services télécoms

Prix d'une offre mobile comparable⁽¹⁾, en € TTC par mois, octobre 2012



Prix d'une offre fixe comparable⁽²⁾, en € TTC par mois, octobre 2012



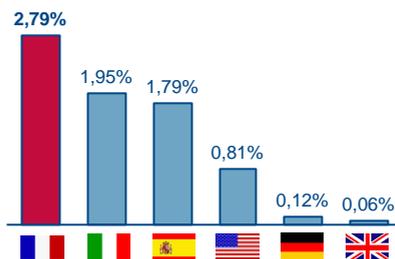
c. Fiscalité spécifique aux opérateurs télécoms en France en 2011



Sur-fiscalité totale : 1,2 Mds€ / an

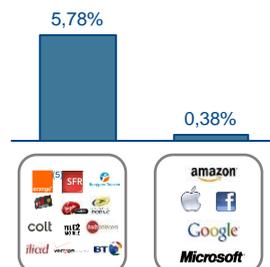
d. Taux de fiscalité spécifique au secteur des télécommunications

En % du CA 2010



e. Impôts sur les sociétés en France

2011, en % du CA

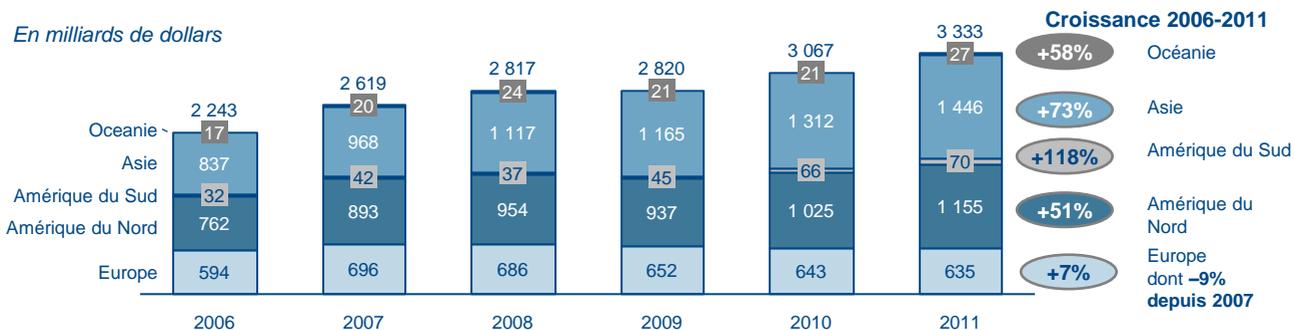


Les opérateurs télécoms subissent une **dissymétrie fiscale** qui les pénalise vis-à-vis des autres acteurs globaux

En Europe, les revenus de l'écosystème numérique de communication stagnent, contrairement à l'Asie et l'Amérique du Nord

f. Evolution des revenus du top 30 des acteurs de chaque catégorie⁽⁶⁾ de l'écosystème numérique selon leur nationalité⁽⁷⁾

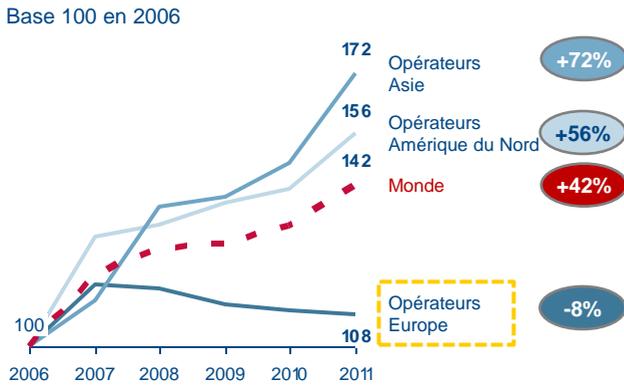
En milliards de dollars



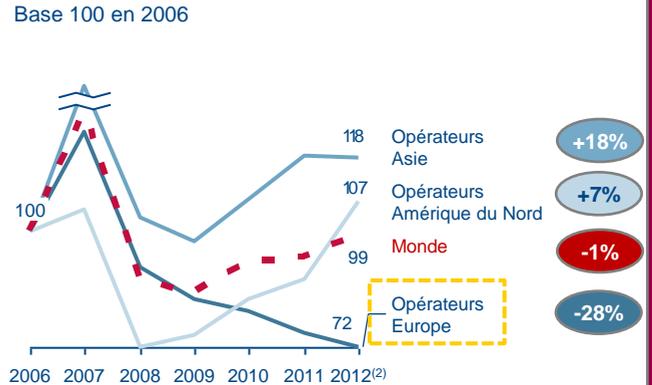
Notes : (1) Appels illimités (min. 500 minutes), SMS/MMS illimités (min. 1000 SMS,) Internet 1, 2 ou 3 Go; avec fonction modem quand disponible, offres sans mobile, offres sans engagement quand disponible; opérateurs dont la part de marché > 15%; (2) Appels nationaux illimités (min. 3000 minutes), internet haut débit avec téléchargement illimité y compris pour usage intensif quand disponible, TV; hors câblo-opérateurs; (3) IFER : taxe sur les infrastructures de réseau, (4) TST : Taxe sur les services de télévision, affectée au COSIP (compte de Soutien à l'Industrie des Programmes Audiovisuels); (5) groupe fiscal France; (6) top 30 acteurs selon le CA 2011 dans chaque catégorie; (7) affectation des acteurs par région selon la nationalité de leur siège social

En France, les revenus, la capitalisation et les marges des opérateurs télécoms décroissent sur plusieurs années à horizon 2014

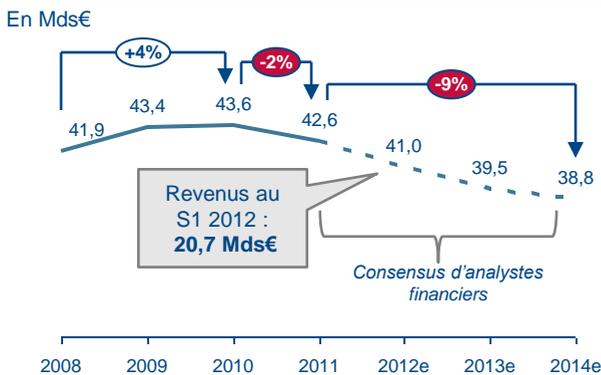
g. Evolution des revenus du top 30 opérateurs de réseaux par région⁽¹⁾



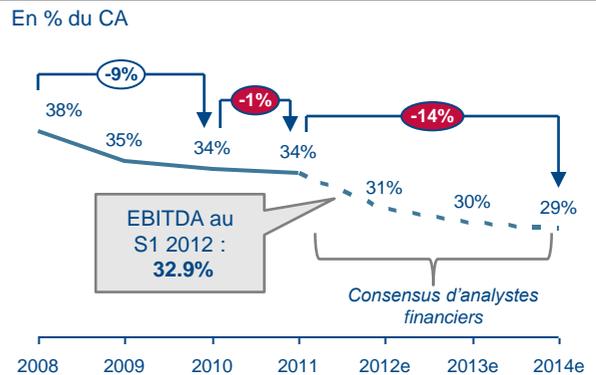
h. Evolution de la capitalisation du top 30 opérateurs de réseaux par région⁽¹⁾



i. Revenus des principaux opérateurs télécoms⁽³⁾ en France



j. Marge d'EBITDA des principaux opérateurs télécoms⁽³⁾ en France



Notes : (1) affectation des acteurs par région selon la localisation du siège social; (2) valeurs au 28 septembre 2012; (3) Orange France, SFR, Bouygues Telecom, Iliad
Sources : g) et h) Thomson Reuters; i) et j) ARCEP, analystes financiers, opérateurs; analyse Arthur D. Little

4 Pour soutenir l'explosion des usages, le développement des filières numériques de communication et poursuivre l'effort d'investissement, il est urgent de mettre en place une politique industrielle ambitieuse et cohérente en France et en Europe

Proposition 1	Définir un cadre réglementaire et fiscal assurant et favorisant la poursuite de l'effort d'investissement dans des infrastructures télécoms d'avenir
Proposition 2	Equilibrer les conditions de concurrence et de négociations entre opérateurs et acteurs mondiaux de l'internet, à travers une équité fiscale et réglementaire entre les acteurs de l'écosystème
Proposition 3	Soutenir la création de filières numériques françaises autour des opérateurs

Les 12 chiffres-clés des télécoms en France

Plus des **3/4** des Français ont un téléphone mobile et ont accès à Internet

Plus de **300 000 emplois** télécoms directs et indirects localisés en France

39 Mds€ investis dans les réseaux télécoms depuis 2006

Moins de **3%** des dépenses des ménages français consacrés aux services télécoms

204 Mds€ injectés dans l'économie en France en 6 ans par les opérateurs télécoms

-8 % sur les prix des services télécoms depuis 2006 vs. + 10% pour l'inflation

-15 Mds€ : impact de la réglementation sur les revenus télécoms en France depuis 2006

-9% : baisse prévue des revenus télécoms en France d'ici 2014

1,2 Mds€ de fiscalité spécifique payée chaque année par les opérateurs en France

-14% : baisse prévue de la marge d'EBITDA des opérateurs télécoms en France d'ici 2014

Plus d'**1 point de PIB** potentiellement généré en France par les investissements dans les réseaux très haut débit

Les opérateurs télécoms dans l'écosystème numérique de communication français : **64%** des revenus, **77%** de l'emploi, **88%** des impôts et taxes, **92%** des investissements